



## INFO PRESSE

---

Date : 12/06/2021

De la part de service communication  
04 79 96 87 35 - communication@grandchambery.fr

### **Menaces de mort contre ses agents : Grand Chambéry porte plainte et prononce une interdiction d'accès de 3 mois**

Depuis de nombreuses années, l'agglomération de Grand Chambéry accompagne les familles de la communauté des Gens du voyage pour leur apporter des conditions de vie dignes, sur des terrains adaptés à leurs besoins, et consacre pour cela un budget d'environ 800 000 euros par an.

Grand Chambéry autorise également des familles issues de cette communauté à prélever des matériaux de récupération dans ses déchetteries, un jour par semaine, selon une entente amiable établie par le passé, et financée par l'agglomération.

Le **jeudi 10 juin 2021**, un nouvel incident s'est déroulé sur la déchetterie de Bissy. Des menaces de mort ont été proférées à l'encontre d'agents de Grand Chambéry, par des personnes déjà à l'origine de plusieurs incidents de même nature et allant en infraction avec le règlement des déchetteries.

Face à cette situation, qualifiée d'intolérable et d'inacceptable, le Président de l'agglomération ainsi que le Directeur général des services ont décidé de porter plainte contre ces personnes et de leur interdire l'accès aux déchetteries dès la semaine prochaine et pendant 3 mois.

Par cette mesure, les élus souhaitent soutenir et défendre les agents de la collectivité qui exercent des missions de service public avec un grand professionnalisme, mais aussi montrer leur crédit aux personnes issues de la communauté des gens du voyages, qui pour leur grande majorité respectent les règlements établis et le personnel. Cet incident isolé ne doit pas remettre en cause les bonnes relations établies depuis plusieurs années, et que l'agglomération entretient avec les autres familles, et notamment avec les trente autres récupérateurs.

Aussi afin d'assurer la qualité du service rendu pour les usagers et la sécurité de son personnel, Grand Chambéry ne tolérera plus ce type de dérapage et prononcera dès que nécessaire de nouvelles interdictions d'accès.